

PREFET DES BOUCHES DU RHONE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

le 28 octobre 2013

Rapport de l'Inspecteur de  
l'Environnement

**Objet** : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement soumise à autorisation.  
Delta Recyclage – commune d'Arles.

**Ref.** : 1) Arrêté préfectoral n° 69-2003 A du 29 juin 2004,  
2) Arrêtés préfectoraux de mise en demeure n° 2013-113 SANC-MD du 8 mars 2013 et n° 2013-334-MED du 29 août 2013,  
3) Courriel de l'exploitant en date du 5 septembre 2013 concernant son bilan d'activité 2012,  
4) Votre transmission du 12 septembre 2013 relative à un dossier de déclaration – rubrique 2710,  
5) Votre transmission du 3 octobre 2013 relative à l'étude acoustique faite par l'exploitant.

**PJ.** : 1) Nouveau projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société DELTA RECYCLAGE.

La société DELTA RECYCLAGE exploite sur la commune d'Arles, quartier du Mas du Moulin, une installation de tri/transit de déchets non dangereux comprenant 3 bâtiments distincts, sur un terrain de 42 300 m<sup>2</sup> conformément à l'arrêté préfectoral visé en référence 1.

I – Arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 août 2013 – Mesures de bruit

L'arrêté préfectoral de mise en demeure visé en référence 2 du 29 août 2013 demandait la réalisation de la mesure des niveaux sonores de son établissement dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté précité. L'exploitant, par courrier en date du 23 septembre vous transmettait les résultats des mesures demandées par l'arrêté de mise en demeure. Vous informiez la DREAL via votre transmission visée en référence 5. En parallèle, l'inspection recevait directement par courriel de l'exploitant en date du 11 septembre 2013 ces mesures effectuées par la société SOCOTEC les 27 août et 3 septembre 2013.

Les mesures des niveaux sonores de l'établissement ayant été réalisées par l'exploitant, l'inspection considère que l'arrêté de mise en demeure du 29 août 2013 a été respecté et qu'en conséquence cette mise en demeure peut être levée.

Cependant, les résultats de ces mesures montrent plusieurs dépassements des émergences par rapport aux valeurs fixées dans l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral réglementant le site et visé en référence 1, notamment dans les zones à proximité des riverains ; pour mémoire ceux-ci nous ont informé à plusieurs reprises des nuisances de bruit liées aux activités de DELTA RECYCLAGE. Il apparaît donc que des dispositions de l'article 5.4 de l'arrêté du 29 juin 2004 ne sont pas respectées. En conséquence, l'inspection vous propose d'imposer à l'exploitant le respect de ces valeurs limites d'émergence dans un délai déterminé, via le projet d'arrêté de mise en demeure joint au présent rapport.

## II – Volumes d'activité

Par courrier du 1<sup>er</sup> août 2013, la DREAL demandait à l'exploitant la transmission par retour de courrier du bilan annuel 2012 des activités de la société (tonnages entrant et sortant par nature de déchets). Les éléments demandés ont été transmis à l'inspection le 5 septembre 2013 par courriel visé en référence 3. Après analyse des documents, il s'avère que les volumes traités sur le site sont en dépassement par rapport aux valeurs indiquées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation dans son article 2 « Nature et volume d'activité » (26 222 t de DIB pour 24 000 t autorisées, et 25 985 t de papier/carton pour 24 000 t autorisées). En conséquence l'inspection vous propose d'imposer à l'exploitant le respect de ces volumes d'activité pour l'année 2014, via le projet d'arrêté de mise en demeure joint au présent rapport.

## III – Activité 2710 – dossier de déclaration

Par rapport référencé SS/CN – D-0082-2013-UT13-Sub-Mart T du 18 février 2013, l'inspection vous informait que la société DELTA RECYCLAGE exerçait l'activité 2710 sans que celle-ci soit autorisée dans son arrêté préfectoral d'autorisation, ce qui a conduit à l'arrêté de mise en demeure du 8 mars 2013, visé en référence 2.

Afin de régulariser sa situation administrative, l'exploitant dépose un premier dossier de déclaration le 4 juillet 2013, qu'il retire le 29 juillet 2013. Suite à une réunion DREAL/ DELTA RECYCLAGE tenue le 2 septembre 2013, l'exploitant re-dépose un dossier de déclaration relatif à la rubrique 2710-2c de la nomenclature « Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets », concernant la collecte de déchets non dangereux, avec un volume supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> et inférieur à 300 m<sup>3</sup>. Après analyse du dossier, la DREAL estime que celui-ci est conforme aux dispositions de l'article R512-47 du code de l'environnement.

Des mesures particulières de suivi des volumes d'activité sont proposées, notamment il est indiqué : « chaque mois la chef d'agence transmettra un état chiffré par matériau. Cette base de données permettra de suivre l'évolution des tonnages par nature de matériau réceptionné. Une extraction bascule sera annexée au tableau excel transmis. Ce suivi administratif / comptable sera adressé aux services de la DREAL pendant les 6 premiers mois de l'exploitation. Les informations seront ensuite délivrées à chaque semestre ». Un premier état des volumes réceptionnés a été transmis à l'inspection courant octobre pour l'activité réalisée en septembre 2013. Aucun dépassement n'a été constaté.

Compte tenu de ce qui précède nous proposons au Préfet de délivrer le récépissé de déclaration tel que prévu à l'article R 512-49 du code de l'environnement. L'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) est applicable pour l'activité précitée.

Nous proposons donc à M. Le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure la société DELTA RECYCLAGE de respecter dans un délai déterminé les prescriptions figurant dans le projet d'arrêté joint en annexe 1 au présent rapport, et de délivrer le récépissé de déclaration pour l'activité 2710-2c DC, conformément au dossier établi par l'exploitant en septembre 2013.

Le présent rapport est à transmettre à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement - Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux.